



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Offensive USA Venezuela

Question écrite n° 28418

Texte de la question

M. Gabriel Serville appelle l'attention de M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères sur les tensions qui touchent la zone Caraïbes suite à la décision des États-Unis de déployer des navires de guerre au large du Venezuela. En effet, la France, dont un septième du territoire national fait partie avec l'est du Venezuela, le Guyana, le Surinam et l'État brésilien de l'Amapa du bloc géographique du plateau des Guyanes, ne saurait détourner son regard des manœuvres de guerre qui pourraient se dérouler à quelques kilomètres de ses côtes. Tout laisse à penser que Donald Trump, au motif de vouloir lutter contre le narco-terrorisme, serait prêt à renverser le pouvoir de Nicolas Maduro, quitte à embraser la région. En outre, quand on sait que près de 70 % de la cocaïne consommée à travers le monde, dont une partie transite hélas par la Guyane avant de rejoindre la France, émane des plantations de coca de la Colombie qui se présente comme un allié des États-Unis dans cette offensive, au même titre que le Guatemala par lequel transitent nombre de passeurs de drogue, on ne peut que s'interroger sur les vraies motivations de ce déploiement militaire américain dans la zone. Dans un scénario concomitant, il semblerait que la Grande-Bretagne, alliée des USA, ait déployé son navire RFA Argus dans la Caraïbe, officiellement pour aider les pays du Commonwealth dans la crise du covid-19, mais étrangement sans aucun personnel médical embarqué. Or, comme la majorité des pays de la planète, le Venezuela est également confronté à la crise du covid-19 et, plutôt que d'une nouvelle confrontation, il a besoin de solidarité, de partenariat, de soutien et éventuellement d'aide humanitaire. Ainsi, compte tenu des alliances qui se nouent, cette crise peut rapidement déboucher sur un conflit international majeur auquel la France pourrait difficilement se soustraire en raison de sa présence et de ses intérêts dans la région. C'est pourquoi, avec l'arrivée prochaine du navire Dixmude, dédié à l'accompagnement de la lutte contre le coronavirus, il souhaiterait connaître les démarches initiées auprès des institutions internationales aux fins d'éviter tout conflit dans cette zone, dont on peut aisément imaginer les conséquences désastreuses sur les territoires limitrophes, notamment la Guyane et les Antilles.

Texte de la réponse

La France reste en faveur d'une solution pacifique au Venezuela, passant par des élections présidentielles et législatives libres et démocratiques. La France souhaite que les propositions des différents acteurs, et particulièrement de l'assemblée nationale vénézuélienne, permettent d'avancer en ce sens, en tenant compte des recommandations de la Haute-Commissaire aux droits de l'Homme des Nations unies. Les négociations entre Vénézuéliens, tenues à Oslo et La Barbade, avaient donné lieu à des propositions concrètes laissées sans suite par Nicolas Maduro : il lui appartient d'y répondre. La France demeure impliquée sur ce dossier, au sein de l'Union européenne au premier chef, ainsi que dans d'autres instances multilatérales telles que le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU. Tout en augmentant sa contribution humanitaire vers la population vénézuélienne, l'Union européenne a pris ces derniers mois des initiatives pour exercer une pression ciblée sur les autorités vénézuéliennes afin de les encourager à négocier de bonne foi. Les sanctions individuelles de l'Union européenne, ciblées contre des responsables de violations de droits de l'Homme, ont été conçues pour ne pas affecter la population. La France est, en effet, consciente de l'urgence humanitaire, économique et sociale, que

peut encore aggraver l'épidémie de Covid-19. A titre national, la France a triplé son aide humanitaire au peuple vénézuélien l'année passée, et cet effort sera encore accru en 2020. Le déploiement du navire français Dixmude dans les Caraïbes s'inscrit pleinement dans le contexte de l'épidémie de Covid-19. Dans le cadre de la déclinaison de l'opération "Résilience" en Outre-mer, le Président de la République a décidé, le 25 mars dernier, de déployer deux porte-hélicoptères amphibies (PHA) de la Marine nationale pour soutenir spécifiquement les populations ultramarines. Ce déploiement est bien évidemment décorrélé des récentes annonces américaines et qui sont présentées comme visant à renforcer les moyens nationaux des États-Unis dans la lutte contre le narcotrafic dans la région.

Données clés

Auteur : [M. Gabriel Serville](#)

Circonscription : Guyane (1^{re} circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 28418

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : [Europe et affaires étrangères](#)

Ministère attributaire : [Europe et affaires étrangères](#)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [14 avril 2020](#), page 2761

Réponse publiée au JO le : [19 mai 2020](#), page 3535